Programme de formation-recherche CIERA

**« Dire et construire la paix dans l'espace franco-allemand.
Approches théoriques, pratiques politiques, culturelles et sociales »**

*Jean-Paul Cahn (Université Paris IV) ; Françoise Knopper (Université Toulouse 2) ;
Hélène Miard-Delacroix (ENS LSH) ; Anne-Marie Saint-Gille (Université Lumière Lyon 2)*

Compte rendu des séances du vendredi 1^{er} février et du samedi 2 février 2008

Lieu : Maison de la Recherche, 28, rue Serpente, 75006 Paris

Intervenants : Rainer Hudemann (Sarrebuck)
Fritz Taubert (Paris XII)
Landry Charrier (Clermont-Ferrand II)
Diane Gilly (Paris III)

Langues de travail : français et allemand

Discutants : Rainer Hudemann (Sarrebuck) et Bernd Wegner (Hambourg)

Coordination scientifique : Jean-Paul Cahn (Université Paris IV) ; Françoise Knopper (Université Toulouse 2) ; Hélène Miard-Delacroix (ENS LSH) ; Anne-Marie Saint-Gille (Université Lumière Lyon 2)

* * * * *

La première intervention, présentée par **Rainer Hudemann** était consacrée à la question suivante: **Comment le franco-allemand, noyau de l'intégration européenne, sort-il d'une guerre franco-allemande ? Tentative d'une typologie d'expériences et de comportements.**

Résumé de l'intervention

L'analyse de la construction de la paix après la Deuxième Guerre mondiale doit s'appuyer sur l'étude de différents domaines et prendre en compte les contextes nationaux et internationaux. Afin d'expliquer la formation des réseaux franco-allemands à la sortie de la guerre, Rainer Hudemann propose une typologie d'expériences et de comportements qui se décline en 14 facteurs regroupés en trois catégories : les idées (4 facteurs), la position française (4 facteurs) et les contraintes relatives à une puissance d'occupation (6 facteurs).

Les idées :

1) La tradition de la coopération franco-allemande et la coopération européenne

Elles jouent un rôle important pour que les élites conservatrices des deux pays acceptent l'idée de construction européenne.

2) L'expérience des résistants en Europe

L'expérience et une mémoire partagée de la souffrance, l'action commune au-delà des clivages sociaux (cf. Kreisauer Kreis) et confessionnels ainsi que la naissance des

structures politiques contribuent à unir les forces intellectuelles et donnent des impulsions importantes quant à la formation fédérative ou supranationale européenne (cf. Walter Lipgens, *Europa-Föderationspläne der Widerstandsbewegungen 1040-1945*)

3) Le rôle des intellectuels pour la paix

Le rôle de personnalités comme Joseph Rovon (gouverneur militaire français en Allemagne), Alfred Grosser (l'un des grands critiques des gouvernements successifs depuis l'après-guerre jusqu'à nos jours), René Rémond (organisateur de rencontres entre étudiants catholiques français et allemands après 1945) ou Annette Kolb ne doit pas être sous-estimé.

4) La méfiance ou les « filtres de la perception » (Hélène Miard-Delacroix)

La crainte des vieux démons est toujours présente du côté français, mais le souhait de contrôler l'Allemagne permet de dépasser cette idéologie traditionnelle et d'engendrer de nouvelles structures.

La position française :

5) Une nouvelle politique de sécurité

Les Français, contrairement à ce que l'on affirme souvent, ne mettent pas en place la même politique de sécurité qu'après la Première Guerre mondiale. Pour éviter de futurs conflits, ils visent désormais la transformation de l'âme allemande par la démocratisation du peuple allemand. Ceci se traduit entre autres par d'importants financements attribués à la politique culturelle. Ce changement de politique explique aussi l'acceptation progressive de la France de structures supranationales.

6) La France grande nation d'Europe ou grande nation sans l'Europe ?

Garder le rang d'une grande puissance n'est dorénavant possible qu'au sein de l'Europe. « L'imbrication dynamique » (Hélène Miard-Delacroix) des économies et marchés financiers européens fait que la relation franco-allemande évolue vers une relation transnationale, voire supranationale. Le contrôle de l'Allemagne (cf. facteur 4) passe ainsi – et ceci jusqu'en 1989/90 – par la coopération.

7) La Guerre froide

La Guerre froide resserre les rangs européens.

8) Le droit international

La paix juridique liée à la question allemande, toujours en suspens, constitue le levier essentiel de la France pour le maintien de son statut de grande puissance. La responsabilité commune des quatre puissances victorieuses oblige l'Union Soviétique ainsi que les Etats-Unis à écouter la voix de la France.

Contraintes d'une puissance d'occupation

Les différents facteurs qui seront développés par la suite montrent que les mutations dans les relations commencent très rapidement après la fin de la guerre et que le « capital humain » (Alfred Grosser) en est l'un des plus importants facteurs.

9) Morcellement de la zone d'occupation française

La situation difficile due au morcellement de la zone d'occupation française et accrue par une destruction importante de l'infrastructure, force les Français à une réorganisation de leur administration. Il y a un espace libre pour des idées novatrices.

10) Responsabilité administrative des hommes politiques

Afin de faire vivre sa zone d'occupation l'administration française se voit obligée de surmonter et de dépasser la politique revanchiste, même si cette attitude engendre néanmoins des conflits entre Paris et Baden-Baden.

11) Mise en valeur de la zone

Pour que l'industrie fonctionne, il faut reconstruire l'infrastructure. Ceci est dans l'intérêt de la France, mais les Allemands en profitent aussi. Cette contribution à la reconstruction peut déjà être considérée comme une étape vers la construction de la paix.

12) Les carrières du personnel français

Le personnel français en zone d'occupation est de manière générale un personnel jeune et brillant. Comme l'une des ambitions principales de ces personnes est de faire carrière, elles s'investissent et font du bon travail.

13) Le contrôle politique

Le contrôle politique que les Français exercent engendre un contact direct et souvent permanent entre Allemands et Français ce qui crée des liens et sensibilise les Français aux problèmes du vaincu. On assiste à la naissance d'une véritable solidarité entre les contrôleurs (français) et les contrôlés (les Allemands).

14) Socialisation franco-allemande

Le sentiment de faiblesse que les Français ressentent du côté allemand suscite souvent des sentiments de solidarité et de compassion. Les multiples niveaux de communication qui existent favorisent la naissance d'une forme de socialisation franco-allemande, en particulier entre fonctionnaires.

Ces 14 facteurs, séparés dans un but pédagogique, sont fortement liés. Les exigences et les contraintes existantes, les expériences et les comportements des uns et des autres montrent l'imbrication dynamique sur tous les niveaux et souligne la nécessité d'une approche multifactorielle pour analyser les forces profondes qui mènent de la guerre à une paix durable. Dans la perspective du développement de ces approches multifactorielles, les relations franco-allemandes constituent une optique de travail d'une très grande richesse.

Discussion

Jean-Paul Cahn (Université Paris IV) souligne l'importance du facteur endogène – la politique française déterminée par ses propres intérêts – et le double niveau de la dimension politique et humaine. De plus, il met en avant la corrélation entre la théorie et la pratique en citant l'exemple de la volonté de transformer l'âme allemande et les fonds énormes consacrés à la politique culturelle. A la question de savoir comment la division française, d'un côté entre Paris et Baden-Baden et de l'autre côté entre les élites et les sous-officiers français en contact direct avec le peuple, entrave l'action des Français sur place, **Rainer Hudemann** répond que des tensions existent à tous les niveaux. En effet, en France, il y a un lien très fort entre la politique intérieure française et la politique française en Allemagne occupée. L'essentiel est cependant que les deux buts de la France aient été atteints, puisque la France a obtenu à la fois la décentralisation de l'Allemagne et la démilitarisation de la Ruhr. **Rainer Hudemann** rappelle l'épisode du retour de la Sarre à l'Allemagne, en 1947, afin d'illustrer les tensions qui existent entre le gouvernement français et la force d'occupation française. En France, Michel Debré œuvre pour doter la Sarre d'une constitution très faible, mais en Allemagne, Gilbert Granval, gouverneur militaire de la Sarre de 1945 à 1948, permet aux Sarrois de se doter de la constitution qu'ils souhaitent.

Ruth Lambertz (Université Paris IV) revient sur la question de la démocratisation en mentionnant que les archives américaines révèlent que ces derniers n'étaient pas très satisfaits de ce que faisaient les Français dans ce domaine. **Rainer Hudemann** ajoute à ce propos qu'il y avait effectivement des tensions très fortes entre Américains et Français, dues en grande partie à la personnalité du Général de Gaulle, et que le Général Clay, contrairement à la France encore très méfiante, souhaitait donner plus de liberté aux Allemands pour avancer plus rapidement dans la reconstruction.

Françoise Knopper (Université Toulouse II) soulève la question de savoir si la typologie développée par Rainer Hudemann peut aussi s'appliquer à l'occupation napoléonienne malgré un résultat opposé, c'est-à-dire la construction de la guerre et non de la paix. **Rainer Hudemann** admet que l'histoire comparative des occupations est très difficile et qu'il reste énormément de recherches à faire. Il concède néanmoins que certains points

valent aussi pour l'occupation napoléonienne, mais qu'il y a aussi des facteurs spécifiques à cette époque qu'il faut prendre en compte.

Hélène Camarade (Université Bordeaux III) s'interroge sur une éventuelle coopération entre les Allemands engagés auparavant dans la Résistance française et les forces d'occupation. Elle évoque le rôle du Comité Allemagne libre pour l'Ouest (CALPO) à Toulouse et son éventuelle implication dans la rééducation des prisonniers de guerre. Selon **Rainer Hudemann**, il existe certes une sensibilité du côté français pour les non-nazis, mais il n'est pas sûr qu'il y ait vraiment une systématisation. Il précise de plus que, dans certains cas, les Français donnent même aux juristes nazis qualifiés de nouvelles fonctions car ils savent que, en raison du contrôle, ceux-ci ne peuvent nuire.

La deuxième intervention présentée par **Fritz Taubert**, portait sur le sujet suivant : « **collaboration et européisme au sortir de la Deuxième Guerre mondiale.** »

Résumé de l'intervention :

Fritz Taubert commence par présenter les auteurs sur lesquels il va s'appuyer tout au long de son intervention. Il s'agit de l'ancien ambassadeur Otto Abetz (1903-1958), condamné à vingt ans de travaux forcés en France, libéré en 1954 ; de Ernst Aschenbach (1909-1991), bras droit de l'ambassadeur entre 1940 et 44, qui sera après la guerre député du FDP au Bundestag et au Parlement européen ; de Karl Epting (1905-1979), directeur du service culturel de la même ambassade et devenu professeur dans l'enseignement secondaire en RFA ; et enfin de Friedrich Grimm (1888-1959), avocat franco-allemand pendant l'entre-deux guerres, conseiller à l'ambassade d'Allemagne et éminence grise du Groupe Collaboration pendant l'occupation, fervent propagandiste d'une amnistie générale après la guerre, tout comme Aschenbach.

Fritz Taubert se propose de confronter les textes de ces auteurs à ceux des Français Maurice Bardèche (1909-1998), beau-frère de Robert Brasillach qui est, pendant la période de l'occupation proche de *Je suis partout* et après la guerre éditeur de littérature d'extrême-droite ; la discussion entre Pierre-André Cousteau (1906-1958) et Lucien Rebatet (i.e. François Vinneuil, 1903-1972), tous deux proches de *Je suis partout* et emprisonnés jusqu'au milieu des années 50, tous les deux publicistes de l'extrême-droite après leur libération ; Charles Maurras (1868-1952), le créateur de l'*Action française*, pendant l'occupation pétainiste et emprisonné jusqu'à sa mort en 1953 ; et enfin Thierry Maulnier (i.e. Jacques Talagrand, 1909-1988), éditeur de « *Das Dritte Reich* » de Moeller van den Bruck en 1932. Il publie sous et surtout en faveur de Vichy, il est Académicien pendant la guerre, gaulliste fervent et pourtant défenseur de l'Algérie française.

Abetz et Epting sont des cas particuliers, car ils sont condamnés en France pour collaboration avec l'occupant, à la différence de Grimm qui n'a jamais été condamné, ni en France, ni en Allemagne.

Le style des ces Français et de ces Allemands ainsi que leurs revendications se rapprochent. Ils se prononcent en faveur de l'amnistie générale des anciens collaborateurs afin qu'ils puissent se réintégrer dans la société. Cependant, ces textes ne sont pas tous destinés au même public : ceux de Abetz, Epting et Maulnier visent le grand public, alors que certains textes de Grimm sont rédigés pour répondre à des interrogateurs français, et que la discussion entre Rebatet et Cousteau n'est, selon leur éditeur, pas destinée à être publiée. De plus, la période envisagée est longue (1940-1955), il y a donc des étapes différentes dont il faut prendre la mesure, tout en prenant en compte le fait que ce genre de littérature s'éteint

à la fin des années 50. La thématique de ces textes est cependant la même, il s'agit d'un travail (*Aufarbeitung*) sur le passé proche. Ces textes poursuivent le même objectif : celui de convaincre un public ou les enquêteurs dans le cas de Grimm, que les collaborateurs, après la guerre, sont persécutés et vivent une situation injuste.

1) Le style de ces textes

Si le style de Maurras est un style littéraire d'un bon niveau, Bardèche emploie, quant à lui, un ton larmoyant afin d'attirer la sympathie du lecteur. Chez Bardèche, tout le drame politique de l'exécution de Brasillach est réduit à un drame familial que Bardèche utilise pour mieux absoudre les collaborateurs. Pour Bardèche, les anciens collaborateurs sont traités de façon injuste puisque, d'après lui, la source de cette collaboration est à rechercher du côté d'une identité française issue des campagnes, de ces images de la France éternelle. Il refuse le débat sur ce qui s'est passé pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il brouille les pistes autour du sujet de la collaboration d'Etat pour mieux éviter un examen de conscience.

Grimm lui aussi insiste sur la souffrance qu'il éprouve et insiste sur le fait qu'il n'a pas profité de ses activités pendant la guerre à des fins d'enrichissement personnel. Il se présente même aux enquêteurs qui l'interrogent comme quelqu'un qui a œuvré en faveur de la paix, comme un défenseur de l'esprit libéral et démocratique au sein du parti nazi. Dès son retour en Allemagne, il militera en faveur de l'amnistie générale des anciens collaborateurs. Grimm se présente lui-même comme une victime, rejoignant ici les positions de Maurras et de Bardèche dont les lamentations peuvent être qualifiées d'hypocrites puisque ces auteurs s'attribuent le soutien de celle qu'ils considèrent comme la « vraie » France, c'est-à-dire la France non démocratique.

2) Tentative de banalisation de l'occupation grâce à l'établissement de parallèles historiques

Grimm explique que ses activités au service du Reich commencent dès la fin de la Première Guerre mondiale alors qu'il s'occupe des prisonniers de guerre de la Ruhr. A l'époque, il est intervenu auprès du Président français afin que les prisonniers allemands ne soient pas exécutés de sorte que l'image de la France ne soit pas ternie en Allemagne. Grimm insiste sur le fait que ses activités sous le Troisième Reich sont comparables à celles qu'il a menées après la Première Guerre mondiale. Il affirme avoir toujours œuvré en faveur de la collaboration franco-allemande. Il va même jusqu'à établir des parallèles entre la « propagande des horreurs » (*Greuelpropaganda*), c'est-à-dire la publication par les Alliés des images et du nombre de victimes des camps de concentration, et les souffrances endurées par le peuple allemand pendant la Première Guerre mondiale.

Ce procédé de mise en parallèle de différentes époques historiques se retrouve également chez Abetz et Epting. Dans son journal, Epting met par exemple sur un pied d'égalité les années 1918, 1933 et 1945 en Russie, en France, et en Allemagne.

Maulnier, dans son pamphlet anti-communiste, utilise quant à lui le contexte contemporain de la guerre de Corée pour favoriser l'anti-communisme en France.

3) L'idée de l'amnistie générale des anciens collaborateurs.

Ce sont surtout Aschenbach et Grimm qui, en Allemagne, lancent une campagne en faveur de l'idée de l'amnistie générale à partir de 1951. En France, Maurras développe sensiblement la même argumentation, en affirmant ouvertement que « amnistie doit se prononcer comme amnésie. » Grimm et Maurras sont tous deux convaincus qu'il faut faire table rase du passé.

Ce thème apparaît pour la première fois sous la plume de Bardèche qui dénie à la justice toute légitimité pour ce qui est de condamner ceux qui ont servi Vichy, gouvernement légal de la France, et qui n'ont fait qu'exécuter des ordres venant d'en haut. La deuxième justification de la collaboration qu'il propose est celle du réalisme. Pour lui, ceux qui ont soutenu le régime de Vichy ont agi par réalisme. Il cite l'exemple de la législation française anti-juive, qui, d'après lui, a été mise en place dans le but d'empêcher une déportation massive des juifs français. Il explique que le fonctionnement de l'Etat français souffrait d'un

tel manque d'organisation que cette législation française permet à de nombreux juifs d'échapper à la déportation.

A la fin des années 1940, un autre argument est développé par les militants français en faveur de l'amnistie des anciens collaborateurs. Il s'agit de celui selon lequel l'épuration est contre-productive puisque pour reconstruire le pays, toutes les forces sont nécessaires, et qu'il vaudrait donc mieux tourner la page et, par conséquent, amnistier les anciens collaborateurs. De plus, Bardèche explique que l'amnistie est nécessaire pour pacifier une société dont la cohésion n'est pas acquise et dont les luttes intestines entravent le bon fonctionnement de l'Etat.

Grimm fait une série de conférences en prônant le « rétablissement de la communauté du peuple pour le bien de l'Allemagne » (*Wiederherstellung der Volksgemeinschaft zum Wohle Deutschlands.*) Bardèche, quant à lui, réclame l'amnistie sur un ton plus combatif puisqu'il renverse les rôles en se présentant comme une victime des épurateurs et en donnant raison aux collaborateurs. Il explique que l'amnistie est double puisqu'elle est à la fois nécessaire au bon fonctionnement de l'Etat et qu'elle doit être faite par les anciens collaborateurs eux-mêmes puisque ce sont eux qui « avaient raison », ce qui est un renversement total de perspective.

Discussion

Nathalie Biwer (Université de Toulouse II) demande comment ces propos ont été perçus en Allemagne et en France dans l'opinion publique, dans les différents partis. **Fritz Taubert** répond qu'on peut se fier au nombre de tirages des textes de ces auteurs : ceux de Grimm ont été tirés à de nombreux exemplaires, et les tirages des textes de Bardèche avoisinent les 2000. Le livre de Maurras s'est lui aussi très bien vendu. La réception de ces livres peut également être décelée dans les journaux intimes : Epting, dans son journal, se dit ravi de lire le livre de Bardèche.

Françoise Knopper pose une question portant sur la date de parution des livres que Fritz Taubert a fait circuler durant son intervention. Etant donné le caractère récent de ces publications (1994 et 1998), elle demande si ce sont des rééditions. **Fritz Taubert** explique que ces ouvrages ont été réédités pour la presse d'extrême-droite, et qu'ils sont diffusés dans ces cercles, ce qui explique leur réédition récente.

Diane Gilly demande si ces ouvrages ont été censurés. **Fritz Taubert** répond que ce fut le cas pour certains d'entre eux, comme *Nuremberg* de Bardèche, mais qu'aujourd'hui, il n'y a quasiment plus de discussion à leur sujet.

Rainer Hudemann revient sur les citations que **Fritz Taubert** a distribuées, et en particulier sur une citation de Grimm qui porte sur le sentiment d'insécurité de personnes ayant soutenu le régime qui vivent dans la peur permanente d'être arrêtées et jugées. En effet, dans les années 50, les Alliés ont interdit aux Allemands de rouvrir des procès, mais cela fut possible par la suite. **Rainer Hudemann** insiste également sur l'utilisation faite des chiffres de l'holocauste. Pour lui, c'est surtout la structure de cette propagande qui est importante puisque ces chiffres, que les textes analysés par **Fritz Taubert** considèrent comme fantaisistes étant donné qu'aucun chiffre exact n'est reconnu officiellement, prouvent a contrario, toujours d'après ces textes, qu'il n'y a pas eu de victimes, et que donc, l'holocauste n'a pas eu lieu. **Rainer Hudemann** souligne également le fait que ces auteurs se donnent une légitimation scientifique trompeuse en citant les textes des auteurs dont ils partagent l'avis, ou en détournant des citations d'autres ouvrages dont le sérieux ne peut être remis en doute. En revenant sur la question posée par **Françoise Knopper**, **Rainer Hudemann** rappelle également qu'en France, pendant les années 80 et 90, la collaboration est au cœur des débats, et que ce n'est sans doute pas un hasard si ces ouvrages sont

réédités à ce moment-là : ils ne sont sans doute pas destinés à un seul public d'extrême-droite. **Fritz Taubert** abonde dans ce sens en rappelant que le procès de Maurice Papon a, à cette époque, soulevé une grande agitation et de nombreux débats dans l'opinion publique française et que ce contexte a très certainement favorisé la réédition de ces ouvrages.

Hélène Miard-Delacroix explique qu'il faut également remettre en question les catégories de guerre étrangère et de guerre civile. Pour elle, le contexte de la culpabilité et de l'accusation est une question européenne, et les anciens collaborateurs refusent de voir qu'il s'agit d'un problème transnational. Chez Bardèche, la question de la guerre étrangère est claire : ce ne sont pas les Allemands qui constituent le cœur du problème, mais ce sont plutôt les autorités en place, c'est-à-dire la Résistance qui vient d'Angleterre, donc de l'étranger, qui sont les oppresseurs.

Hélène Camarade demande si on a assisté à un chassé-croisé entre les publications en France et en Allemagne. Pour **Fritz Taubert**, cet échange se produit plus tard, dans les années 60.

L'intervention de Landry Charrier (Université de Clermont Ferrand II) était centrée autour de la question "**Grandeurs et limites de la médiation suisse. La neutralité à l'épreuve des tensions internationales (1914-1918)**".

Résumé de l'intervention

Landry Charrier poursuit un double objectif avec son exposé: apporter une contribution à l'histoire d'un pays négligé dans la germanistique et envisager la question des "relations franco-allemandes" sous un angle nouveau centré sur le rôle de la Suisse entre 1914 et 1918, en croisant les perspectives des relations de ces deux pays entre eux. Il se propose de nous présenter deux épisodes tirés de ses recherches actuelles. Dans une première partie, il souhaite présenter la tentative avortée de création d'une revue de conciliation internationale puis dans une seconde partie, un épisode des négociations secrètes, celles ayant eu lieu entre le comte Harry Kessler et Emile Haguenin.¹

Landry Charrier aborde l'exemple de l'*Internationale Rundschau* comme tentative de médiation suisse durant la Première Guerre mondiale. Cette entreprise fait suite à la publication en octobre 1914 du « Aufruf an die Kulturwelt », qui inaugure la publication de manifestes et contre-manifestes en France et en Allemagne, C'est en réaction à ces échanges d'accusations et de justifications doctrinales que les professeurs autrichiens Karl Brockhausen (1859-1951) et Ludo Moritz Hartmann (1856-1924) veulent lancer depuis le territoire suisse une revue de médiation consacrée à « l'objectivité » : l'*Internationale Rundschau*. Ce projet n'est pas novateur et s'inscrit dans la lignée des projets de Franz Werfel et Romain Rolland qui souhaitaient créer en Suisse un "congrès des intellectuels européens") ou encore Ottfried Nitppold (président du Comité de l'Association suisse pour

¹ La première partie sera publiée cette année sous le titre suivant : « La neutralité suisse à l'épreuve de la Première Guerre mondiale. L'Internationale Rundschau, une entreprise de médiation internationale 'torpillée' par la France (1914-1915) », in: La Revue LISA/LISA e-journal (2008). Actes des Journées d'étude des 29 et 30 novembre 2007 à Caen. Regards croisés sur les deux guerres mondiales. La deuxième partie sera précisée par des recherches en archives.

l'étude des bases d'une paix durable) qui voulait lui aussi lancer une feuille de médiation bilingue.

Pour garantir la neutralité du périodique, ce sont deux universitaires suisses, un Alémanique et un Romand, Paul Häberlin et Gonzague de Reynold, qui sont retenus. Ces derniers rédigent un programme de deux pages, traduit en français et en anglais, qui est adressé aux grands intellectuels européens. Le projet rencontre tout d'abord un accueil cordial mais doit immédiatement faire face aux réticences des grands intellectuels, de voir leur nom figurer à côté de ceux du camp opposé. La France va rapidement y opposer une hostilité de principe qui va aboutir, dès avril 1915 à une campagne de diffamation contre la revue. Des problèmes financiers vont se greffer sur cet accueil mitigé, le projet d'une publication en trois langues apparaissant comme trop ambitieux.

Cette tribune devait être un contrepoint idéologique aux revues pacifistes proliférant alors en Suisse et se démarquer notamment de l'Internationale Ouvrière, d'où le choix du titre français: *Revue des Nations* au lieu de *Revue internationale*. Elle devait permettre aux plus grands esprits de débattre sur un terrain "réellement neutre", d'après son programme. Le programme de l'*Internationale Rundschau* faisait écho aux « recommandations » contenues dans les articles 2 à 3 de la *Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux* signée à La Haye en 1899 et reconduites, à quelques exceptions près, huit années plus tard à l'occasion de la *Seconde Conférence de la paix*, articles conférant aux pays neutres un rôle en matière d'arbitrage international. C'est en s'y référant que Häberlin et Reynold parlent dans leur programme d'un « devoir d'action » incombant aux neutres.

Landry Charrier nous apprend que le lancement initial de la revue, prévu pour le 1^{er} mars 1915, est reporté au mois suivant. Une polémique virulente vraisemblablement orchestrée par des représentants du ministère des Affaires étrangères français et propagée par une campagne de presse très dense, bloque la publication d'une revue dont on remet en cause le caractère impartial. Landry Charrier cite ici les noms des historiens Gustave Lanson, Ernest Lavisse, qui s'appliquent à démontrer que les divergences franco-allemandes quant à leur conception respective de l'humanité, rendent impossible toute collaboration intellectuelle. Puis des grands noms de la critique ou de la politique prennent le relais: Carlos Ibanez de Ibero, Georges Clémenceau, Maurice Muret, qui remettent eux-aussi en cause l'impartialité de la revue. Suite aux diverses réactions d'hostilité, Häberlin et de Reynold renoncent à leur projet après y avoir été invités par le président de la Confédération.

Landry Charrier revient ensuite plus précisément sur la question de la guerre « propagandistique » menée par les Français et les Allemands sur le sol suisse. Les attaques contre l'*Internationale Rundschau* montrent l'importance accordée par les deux pays à la propagande menée depuis la Suisse. Landry Charrier rappelle les étapes de la mise en place d'une réelle infrastructure propagandiste en France qui culmine en 1916 avec la création à Paris de la *Maison de la Presse*, qui regroupe services d'informations, de presse et de propagande dans une seule et unique maison, et à Berne d'une *Agence du service d'information diplomatique*, dirigée par un germaniste, Emile Haguenin. L'Allemagne quant à elle avait pris conscience très tôt de l'importance de l'opinion publique suisse en cas de conflit armé, de la Suisse comme pôle de propagande. Dès le début de la guerre, elle dispose déjà de nombreux points d'appui officiels et privés prêts à inonder la Suisse et à influencer l'opinion publique. C'est ce déséquilibre entre la France et l'Allemagne qui selon Landry Charrier attise les passions et détermine le gouvernement français à "torpiller" l'*Internationale Rundschau*.

Landry Charrier conclut que l'analyse de l'échec de l'*Internationale Rundschau* a permis de montrer les limites de la médiation suisse, mais aussi de réfléchir au rôle joué par la Confédération dans l'Europe des années 1914 et 1915. Placée directement au contact des nations belligérantes, la Suisse occupe une position stratégique capitale dans le dispositif de guerre propagandiste que se livrent alors Français et Allemands. A la fois poste d'observation et base d'assaut vers l'un ou l'autre des Etats belligérants, elle est l'objet de

grandes convoitises et par-là même de méfiance. Sa neutralité apparaît comme une donnée politique peu fiable, susceptible d'être instrumentalisée par l'ennemi à des fins pouvant s'avérer nuisibles au moral des populations. Dans cette perspective, toute tentative de médiation allant dans le sens des « recommandations » de la Haye était condamnée à faire l'objet de vives protestations de la part des nations belligérantes. Landry Charrier en veut pour preuve le nombre exceptionnel de plaintes déposées, à cette époque, contre le gouvernement suisse pour des cas présumés de violation de la neutralité.

Mais la Suisse, apparaît également comme un point de rencontre privilégié permettant aux représentants des pays en guerre de discuter de façon officieuse des conditions devant prélude au rétablissement de la paix. Ainsi se tiennent durant l'hiver 1916-1917 des négociations secrètes entre le comte Harry Kessler et Emile Haguenin, tentative pour trouver une paix de compromis.

Landry Charrier revient tout d'abord sur les différents échanges franco-allemands sur le sol suisse, précédant l'épisode Kessler-Haguenin. Il rappelle l'existence d'études consacrées à l'histoire des négociations secrètes et cite notamment l'ouvrage de Guy Pedroncini *Les Négociations secrètes pendant la Grande Guerre*. Or l'épisode qui retient son attention n'a pas fait l'objet d'études, les sources manquant. La publication récente du *Journal* de Kessler permet d'éclairer un pan de cet épisode, même si du côté d'Haguenin, ses papiers demeurent introuvables.

Rappelant que la réalité de cette guerre de type nouveau modifie les prévisions des deux côtés et comment son caractère destructeur démoralise les populations de part et d'autre, Landry Charrier tente d'expliquer ce qui, face au durcissement de la guerre, a pu pousser les gouvernements allemand et français à vouloir sonder d'éventuelles velléités de négociations de paix. Les deux pays belligérants procèdent ainsi à des échanges de vue, afin de confronter les exigences respectives en matière de paix, sans s'engager de manière contraignante et ce grâce à des conversations secrètes, tenues sur un territoire neutre. Placée directement au contact des nations belligérantes, la Suisse semble offrir les conditions politiques et géographiques favorables à l'organisation de tels échanges.

Landry Charrier retrace le parcours des deux diplomates allemand et français, expliquant comment la venue en Suisse d'Emile Haguenin, ancien professeur français enseignant à Berlin, considéré comme une personnalité incontournable au service des relations franco-allemandes, facilite la mise en relation des deux gouvernements. Il montre ainsi comment cette mise en relation dépend d'un moment, d'un lieu et d'acteurs précis. Du côté allemand, il cite tout d'abord la liste assez longue des intermédiaires qui ont pu permettre dès 1915 l'établissement de premiers contacts non officiels, preuve du caractère délicat de la chose. Ces premiers échanges eurent lieu entre Haguenin et Conrad Haussmann, membre du *Comité permanent interparlementaire franco-allemand* qui s'était tenu à Berne et Bâle avant la guerre, député au Reichstag, pourfendeur du militarisme prussien et membre de plusieurs groupements pacifistes d'importance (*Verband für internationale Verständigung* ou bien encore le *Comité de conciliation anglo-allemand*). Ce dernier fut contacté par Hermann Hesse, à la demande du professeur Richard Woltereck, à qui cette mission avait été confiée par von Jagow, de l'"Auswärtiges Amt".

Il expose ensuite la mise en place en 1916 des échanges Kessler-Haguenin ainsi que leur contenu, tels que Kessler les décrit dans son journal. Les deux hommes se trouvent à Berne et y occupent un poste similaire, étant chargés de promouvoir la propagande culturelle de leurs pays respectifs en Suisse. Landry Charrier montre leurs liens privilégiés avec certains membres de leurs gouvernements, tout en insistant sur leur autonomie face à leurs délégations en Suisse ; ils étaient en quelque sorte considérés comme des ambassadeurs parallèles.

Il revient sur le rôle décisif de médiatrice qu'a joué Annette Kolb, qui militait pour la réconciliation franco-allemande et qui pour cela était en contact à la fois avec Kessler et Haguenin, ce qui lui a permis de présenter les deux hommes l'un à l'autre le 3 décembre 1916, en présence de René Schickelé, directeur des *Weisse Blätter* et comme elle-même

d'origine franco-allemande. Landry Charrier oppose la conviction de Kessler qui plaçait beaucoup d'espoirs dans cette mise en relation à celle de Kolb, convaincue de l'inanité de ces efforts. Lors de la rencontre, la question clef se trouve être celle de l'Alsace-Lorraine et apparemment, les deux parties semblent prêtes à engager des discussions à ce sujet.

Suite à ce premier échange, Kessler et Haguenin rentrent dans leur pays, sonder les intentions et chercher les recommandations de leurs gouvernements, afin de savoir jusqu'où ils sont prêts à aller dans leurs concessions. Kessler est favorable à une autonomie de l'Alsace-Lorraine à l'intérieur du Reich et s'engage dans ce sens. Il redoute une paix défavorable à l'Allemagne suite à l'offensive diplomatique menée par le président Wilson mais celle-ci, avec la réponse de paix du chancelier Bethmann-Hollweg, non seulement n'aboutit pas mais a des conséquences négatives sur les échanges suivants entre Kessler et Haguenin: la volonté de négocier disparaît totalement, chacun campe dorénavant sur ses positions, à l'instar de la diplomatie officielle. Ainsi au début de l'année 1917, la question de l'Alsace-Lorraine n'est plus abordée que furtivement et Kessler préfère reprendre la proposition du chancelier allemand de l'organisation d'une coopération européenne. Mais Wilson ayant enjoint en décembre 1916 les nations belligérantes à préciser voire à dévoiler leurs objectifs de la guerre et l'Entente ayant répondu à cette exigence, la nature de la réponse met un terme aux tentatives de négociations officieuses entre les deux nations. L'annonce de la guerre sous-marine à outrance (31 janvier), la Révolution de Février, la formation du cabinet Ribot (20 mars), la radicalisation des buts de guerre allemand sous l'impulsion du troisième Haut Commandement et l'entrée en guerre des Etats-Unis (2 avril) sont autant d'événements qui démontrent que le conflit entre dans une nouvelle phase, une phase du jusqu'aboutisme, où les compromis et la négociation n'ont plus vraiment une chance d'aboutir.

Landry Charrier explique les intentions réelles du gouvernement français dans cette tentative et se demande s'il est animé d'une réelle volonté de négociation ou bien s'il cherche à se ménager une porte de sortie, dans le cas où les projets militaires venaient à échouer. L'instauration de contacts directs et sûrs entre Paris et Berlin semble avoir réellement été souhaitée mais il remet en doute une réelle volonté de négocier une paix secrète : l'accord passé par les Alliés le 5 septembre 1914 les engageait à ne pas conclure de paix séparée et Aristide Briand même s'il avait été présenté aux Allemands comme l'homme de la négociation, s'est attaché durant tout son mandat (jusqu'en mars 1917) à poursuivre, préciser et faire progresser les exigences françaises en matière de politique rhénane. Pour Landry Charrier, il semble que Briand ait voulu faire face à toutes les éventualités à un moment où le moral des troupes était au plus bas: le sondage sans intentions concrètes immédiates aurait donc eu pour objectif premier d'entrouvrir une porte permettant d'entamer une négociation générale dans les moins mauvaises conditions possibles dans le cas d'une défaite militaire.

Kessler quant à lui, malgré l'échec de ses échanges avec Haguenin, n'a pas renoncé et a poursuivi ses efforts en cherchant le contact de personnalités françaises qu'il pensait favorables à la conclusion d'une "paix honorable", une paix de compromis, par exemple avec Paul Painlevé, lorsque celui-ci fut installé provisoirement aux commandes du gouvernement. A cet effet, il a utilisé le réseau de connaissances qu'il avait forgé avant guerre. Mais cette nouvelle initiative se heurte rapidement aux réticences de Richard von Kühlmann, le nouveau ministre des Affaires étrangères qui, le 10 octobre déclare au Reichstag que l'Allemagne n'acceptera jamais le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Il faut cependant attendre la chute du cabinet Painlevé et l'arrivée au pouvoir de Clémenceau pour que Kessler se résigne et abandonne définitivement ses efforts de médiation.

Landry Charrier conclut en rappelant que les considérations développées lui ont permis de réfléchir au rôle joué par la Suisse dans le premier conflit mondial et aussi d'apporter un éclairage sur des aspects encore mal connus de l'histoire des « relations » entre la France et l'Allemagne, et il insiste sur leur complexité: son étude avait donc pour ambition de souligner le caractère fécond d'une perspective triangulée, d'une réflexion envisageant la problématique franco-allemande depuis la Suisse. Ce pays a fait le choix, en 1914, de ne pas s'immiscer dans le jeu diplomatique international par des actions de

médiation qui auraient pu compromettre ses intérêts économiques et mettre en danger son intégrité territoriale. Il occupe cependant une place de première importance dans le dispositif propagandistique et diplomatique des pays en guerre, du fait de sa situation géographique et politique particulière. Cette position stratégique capitale dans le jeu des grandes puissances limite d'emblée la liberté d'action des intellectuels suisses désireux d'intercéder en faveur du recouvrement de la paix conformément aux « recommandations » formulées dans les Conventions de La Haye. Leurs initiatives – telle la mort prématurée de l'*Internationale Rundschau* – se heurtent ainsi aux suspicions et aux critiques de leurs voisins français ou allemand. A travers ces intellectuels, c'est la neutralité même de la Suisse qui est remise en question. Le statut institutionnel de la Confédération lui confère néanmoins une position à part dans le champ européen des années 1914-1918. Tout au long du conflit, elle reste un creuset des nations, un centre d'immigration et de refuge et sert à diverses reprises de point de rencontre aux émissaires des pays en guerre, notamment français et allemands, comme dans le cas Kessler-Haguenin. La Suisse apparaît donc comme un haut lieu d'interpénétration où se créent des occasions d'échanges et de négociations uniques dans l'Europe des années 1914-1918.

Discussion

Bernd Wegner insiste tout d'abord sur l'importance de la thématique, le rôle de la Suisse surtout durant les guerres du XX^{ème} siècle étant malheureusement encore négligé par la recherche. Il revient ensuite sur le titre de l'exposé en demandant s'il s'agit bien d'un thème de recherche général dont auraient été présentés les deux exemples proposés dans le cadre du séminaire, ce que Landry Charrier confirme. Pour Bernd Wegner le premier exemple serait, plutôt qu'une médiation, la tentative émanant d'intellectuels isolés de proposer une tribune aux trop rares intellectuels n'ayant pas succombé à l'esprit belliqueux régnant à cette époque. Il insiste sur le fait que l'échec de la revue montre justement que la majorité des intellectuels étaient corrompus par la mentalité nationaliste dont ils se faisaient les propagandistes. La revue *Internationale Rundschau*, contrairement au second exemple des diplomates Kessler et Haguenin, se place donc pour lui plutôt du côté intellectuel que du côté concret de la médiation, des négociations.

Revenant sur le Congrès de La Hague de 1907, il précise que ce congrès doit être considéré comme un échec, étant donné son incapacité à créer un cadre juridique permettant par des mesures concrètes d'endiguer la naissance de conflits ou à définir précisément le rôle des pays neutres. En effet, suite aux divergences d'opinions des pays participants, ce rôle n'avait pas pu être formulé plus précisément que sous forme de recommandation.

Landry Charrier reconnaît ne s'être intéressé ici qu'au point de vue des intellectuels et du développement des idées et non pas à celui des gouvernements. Bernd Wegner ajoute qu'une "Ligue des nations neutres", idée qui avait été lancée mais n'avait pas abouti, n'aurait pu avoir une influence que si celle-ci, regroupant de nombreux pays neutres, avait été en position de force. Or le cas étudié, celui de la Suisse, n'est pas celui d'un Etat en position de force, ce qui rend problématique toute possibilité réellement efficace de médiatisation.

Le second cas qui pose la question "comment se négocie la paix", montre également l'importance du moment, du lieu pour créer une opportunité: ce qui est possible à cet instant, ne l'était ni plus tôt, ni plus tard. Pour Wegner, la Suisse n'était peut-être qu'un lieu permettant de telles rencontres entre représentants des nations en guerre: son but était de rester en dehors de la guerre, plutôt que d'agir selon les recommandations des Conventions de La Hague. Il renvoie aux écrits de Jost Dülffer consacrés aux conférences de 1899 et 1907 à La Hague.

Anne-Marie Saint-Gille note que le présent travail ouvre de nombreuses pistes de recherches en touchant à différents domaines: l'histoire politique, diplomatique mais aussi l'histoire des intellectuels. La Suisse apparaît ainsi comme un lieu des possibles, sans que la

possibilité d'une intervention concrète de ce pays soit envisagée, point sur lequel reviennent tous les intervenants. Elle invite ainsi à définir plus précisément les milieux concrets évoqués dans les analyses, les différents domaines concernés à chaque étape du travail. Ainsi il faudra envisager la complexité des mouvements pacifistes et intellectuels en Suisse de manière plus précise encore.

Rainer Hudemann évoque le cliché célèbre qui fait de Kessler un "lion mondain", un diplomate et intellectuel qui essaye de participer aux décisions mais qui n'est pas pris au sérieux par le gouvernement allemand, qui l'aurait peut-être même relégué en Suisse. Il est considéré comme une source à manier avec prudence, ayant tendance à affabuler. Hudemann insiste avant tout sur les réseaux internationaux de la noblesse, classe à laquelle appartenait(appartient ?) le comte Kessler, existant depuis des siècles et dont le fonctionnement reste à analyser.

Rainer Hudemann pose également la question des processus au sein du ministère des affaires étrangères, leur fonctionnement, leurs structures et sur la place des différents acteurs, tel Kessler, mais aussi Gottlieb von Jagow ou Richard von Kühlmann. Il s'interroge également sur le rôle de médiateur qu'aurait pu jouer la Suisse. Pour lui aussi la Suisse reste un territoire des possibles. Le rôle ambigu de la Suisse, se cachant derrière une neutralité de façade ne servant qu'à défendre ses propres intérêts durant les différents conflits du XXème siècle est connu, surtout en ce qui concerne la Deuxième Guerre mondiale et la problématique des crimes commis envers les juifs. Le rôle de la Suisse pendant le premier conflit mondial serait lui aussi ambigu mais à définir plus précisément.

Alexandre Kostka (Université de Cergy-Pontoise) reprend le problème de l'histoire de la Suisse pendant la Première Guerre mondiale, négligée par la recherche et notamment par l'historiographie suisse, ce qui ne lui semble pas anodin. La Suisse dépend de ses voisins en temps de paix comme en temps de guerre, sur le plan économique, ce qui expliquerait le rôle ambigu de ce pays, sa position de neutralité. Quant à Kessler, sur lequel il a effectué sa thèse de doctorat, il souligne le côté problématique de la surabondance d'informations à son égard, ce qui rend difficile toute tentative de cerner le personnage, sa vérité. Il insiste sur le fait qu'il a pu réellement jouer un rôle au niveau diplomatique, même si ce rôle ne doit pas être surestimé. Il rappelle que ce diplomate n'appartenait pas uniquement au réseau de la noblesse mais également à d'autres et revient sur les liens de Kessler avec Krupp ainsi qu'avec la Mittwochsgesellschaft.

Jean-Paul Cahn insiste sur l'importance de bien définir à tous les stades, les rôles tenus par chacun des protagonistes et **Hélène Miard-Delacroix** clôt la discussion par une remarque pratique destinée aux doctorants et étudiants en master recherche: elle insiste sur l'importance de la contextualisation pour toute recherche.

Dans le quatrième exposé **Diane Gilly** intervenait sur le sujet « **Mémoires de la déportation et construction de la paix en France et en Allemagne** ».

Résumé de l'intervention :

Diane Gilly constate tout d'abord que la France et l'Allemagne connaissent la paix depuis plus de 60 ans. Dans ce contexte, Diane Gilly interroge la notion de paix : la capitulation de l'Allemagne permet-elle en effet de dire que l'on se trouve en situation de

paix ? Qu'est-ce qui fait la paix ? Quelles conditions doivent être réunies pour que la paix soit rétablie ? Enfin, quelle forme de paix s'est instaurée entre la France et l'Allemagne ?

Pour répondre à cette dernière question, Diane Gilly entreprend, dans un premier temps, d'établir une typologie entre ce qu'elle appelle la « paix politique » et la « paix sociale », pour ensuite étudier le travail de mémoire de la déportation. Pour finir, elle soulève la question de savoir en quoi la construction des monuments commémoratifs de Dachau et Natzweiler peut être considérée comme un symbole quant à la construction de la paix entre les deux pays.

1. Quelle paix pour la France et l'Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale ? Élaboration d'une typologie entre « paix politique » et « paix sociale »

Force est de constater qu'il a été difficile de construire la paix entre la France et l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale en raison des particularités et de la complexité de cette guerre (totalitarisme, idéologie raciste, génocide).

Comme la fin des hostilités en 1945 ne signifie pas à proprement parler l'établissement de la paix, Diane Gilly élabore plusieurs critères qui permettent de déterminer dans quelle mesure il est véritablement possible de parler de paix : dès lors qu'existe un « équilibre des puissances » et que l'on inaugure des projets communs comme par exemple la construction européenne

Sur le plan social il s'agit d'évaluer le degré de ressentiment envers l'ancien adversaire ainsi que sa part de responsabilité et sa capacité à assumer les crimes qu'il a commis pour savoir à quel stade se trouve le processus de paix.

Diane Gilly montre en outre que, depuis l'armistice de 1945 et le Traité de Rome (1957), la paix entre la France et l'Allemagne se concrétise en particulier dans le Traité de l'Élysée (1963) et le Traité de Moscou (1990). Tandis que le Traité de l'Élysée, et notamment la « déclaration commune », a avant tout une valeur symbolique, qui marque une étape importante sur le chemin de la réconciliation et de la coopération franco-allemande, le Traité de Moscou, quant à lui, met un terme définitif à la Seconde Guerre mondiale : la déclaration selon laquelle les peuples des pays signataires « vivent mutuellement en paix depuis 1945 », ouvre la voie à la réunification allemande. L'Allemagne qui modifie sa Loi fondamentale et réaffirme sa volonté de contribuer à la paix rassure ainsi son voisin français, réticent à l'idée d'une Allemagne unifiée : le Traité de Moscou scelle donc l'accomplissement de la paix au niveau politique.

Quant au niveau social, qui concerne le degré de ressentiment et l'avancée du travail de mémoire, il s'agit là d'une évolution plus difficile à observer. Car ceci relève du « subconscient » d'un peuple ou d'une nation. Ce travail complexe impose, selon Diane Gilly, un examen du processus mémoriel dans les deux pays selon deux axes : le regard porté sur l'ennemi d'hier et le traitement des crimes contre l'humanité. Dans le cadre de ce séminaire, D. Gilly se limite à la mémoire de la déportation.

Dire la déportation et dire l'horreur : cela ne représente-t-il pas déjà un message pour que les crimes ne se reproduisent plus ? Est-ce déjà un appel à la paix ? Ces questions se posent d'autant plus qu'après la découverte des camps d'extermination, la guerre politique a été transformée en guerre idéologique opposant le Bien au Mal. Après ces crimes et traumatismes, construire la paix a nécessité un travail au niveau personnel de la part des victimes, mais aussi un travail collectif pour les populations allemande et française.

Diane Gilly démontre, par ailleurs, qu'il n'a pas toujours été possible de « dire la déportation » dans les deux sociétés. Bien que la période d'après-guerre (1945-48) ait été marquée par une prise de parole relativement libre, les victimes se sont ensuite tuées : on ne

les croyait pas ou on ne voulait pas les entendre, on voulait oublier, refouler le passé. A la fin des années 50, un changement de génération intervient. Les procès d'Eichmann, ceux de Francfort et de Düsseldorf ont lieu. Il devient donc possible de « dire ce qu'a été la déportation » car on trouve à présent des interlocuteurs. Dans les années 80, des témoignages, documentaires, films et débats, ainsi que l'implication des peuples de deux côtés de Rhin font que ce pan de l'histoire n'est plus passé sous silence. Ainsi le terrain est-il préparé pour qu'un véritable travail de mémoire puisse être enclenché : les peuples sont prêts à assumer leur passé et à en endosser leurs responsabilités comme le montre la mise en place progressive des monuments commémoratifs sur les sites des anciens camps en Allemagne et les procès de Barbie, Touvier et Papon en France.

De fait, on ne peut « dire la déportation » qu'à partir du moment où l'on est capable d'assumer ce passé. Il s'agit non seulement de s'en souvenir, mais aussi d'en tirer des leçons pour l'avenir : « le plus jamais ça » doit permettre de construire une paix juste sur le plan international.

2. Les mémoires de la déportation entre nouveaux conflits et construction de la paix

Diane Gilly s'interroge sur l'évolution du travail de mémoire des deux côtés du Rhin et met en parallèle l'évolution de la construction de la paix, avant tout sur le plan social, entre les deux pays.

En Allemagne, les années d'après-guerre sont marquées par un profond désir d'oublier. Les mesures de dénazification et de rééducation sont mal accueillies par la population. Les Allemands se considèrent d'abord comme des victimes de la manipulation nazie, des bombardements et de l'occupation. C'est un profond sentiment de défaite et d'injustice qui perdure jusqu'à la fin des années 50. Dans ce contexte, les Allemands ne reconnaissent pas la nécessité des réparations payées aux Alliés et à l'Etat d'Israël. C'est à partir de 1958 que le passé national-socialiste fait réapparition avec la vague antisémite, la reprise des procès contre les criminels nazis et la création de la *Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltung zur Aufklärung nationalsozialistischer Gewaltverbrechen*, mais aussi les débats au Bundestag ou la parution de *Der Stellvertreter* de Rolf Hochhuth ou de *Die Ermittlung* de Peter Weiss ou encore la série américaine *Holocaust* en 1979. La jeune génération veut découvrir ce passé refoulé, et la révolte étudiante de 1968 donne alors la possibilité de s'opposer à l'ordre établi.

En se déclarant « chancelier d'une Allemagne libérée », Willy Brandt (SPD) ouvre la voie à de nombreux débats, souvent autour des questions d'identité / normalité, et dont le plus connu est la « querelle des historiens » de 1986 sur la singularité de la Shoah. Il s'agit là d'un renouveau du débat démocratique et d'un pas supplémentaire accompli en direction de la paix ; une véritable avancée au niveau politique.

L'évolution du travail de mémoire se poursuit dans les années 80. Le discours du président allemand Richard von Weizsäcker devant le Bundestag le 8 mai 1985 marque une rupture. Weizsäcker honore pour la première fois la mémoire de toutes les victimes du nazisme et admet la singularité du génocide juif dans l'histoire. Il reconnaît, de plus, la nécessité d'une responsabilité par rapport au passé nazi. On s'interroge en Allemagne sur la meilleure façon de mener un travail de mémoire dans la société.

Le travail de mémoire en Allemagne suit donc le schéma psychanalytique « refouler, assumer, surmonter ». Le fait que l'Allemagne ait été capable d'assumer ses crimes au niveau politique et social, a rendu possible la réunification, lui permettant, par là même de devenir un état souverain. Le Traité de Moscou lui accorde le droit à une nouvelle normalité, incarnée par le chancelier Gerhard Schröder, issu d'une génération d'après-guerre. En construisant sa mémoire pas à pas, le peuple et l'Etat allemands ont bâti les conditions nécessaires au rétablissement de la paix.

En France, le travail de mémoire suit une logique différente. Dans les années d'après-guerre, la France s'est vue confrontée à une mémoire fortement marquée par l'histoire de la résistance, et plus particulièrement par un « résistancialisme gaullien » (Henry Rousso). Les crimes que la France doit assumer ne sont pas de la même nature qu'en Allemagne. En faisant de la résistance un souvenir national, la France adopte une perspective plus sélective dans son travail de mémoire, mais qui lui permet néanmoins de recourir à une expérience commune. L'expérience de l'occupation la conduit, par ailleurs, à rejeter toute culpabilité sur l'Allemagne.

Jusqu'à la fin des années 50, ce souvenir de la résistance a été fortement nourri par les images de l'« univers concentrationnaire », comme l'a nommé David Rousset : ce sont les résistants et opposants qui ont obtenu le statut de « nouvelle génération de Poilus ». On leur a attribué des symboles très significatifs (barbelés, baraques, wagons à bestiaux, tenue rayée, crânes rasés etc.). Les rescapés furent donc assimilés à des héros de la résistance. Les autres (les survivants juifs, prisonniers de guerre, travailleurs forcés) n'eurent qu'une alternative : l'assimilation à ce milieu ou l'exclusion de la mémoire nationale. Il s'agit là d'une construction mémorielle où la guerre comme expérience collective s'exprime par le symbolisme de la déportation.

La mémoire autour de la résistance a été l'objet de luttes pour le pouvoir entre gaullistes et communistes. Les années 50 sont marquées par des lois d'amnistie et le début de l'amitié franco-allemande. La déportation est devenue l'apanage de l'Etat (1951 : « journée nationale de la déportation », 1961 : inauguration du mémorial des martyrs de la déportation sur l'île de la Cité) sans que le sort tragique de la communauté juive ne soit reconnu ; on peut expliquer cela par le fait que les survivants des camps d'extermination furent(ont ?) moins nombreux que ceux des camps de concentration et aussi par « la tentative d'unifier le sort de tous les déportés, en faisant de tous les camps [...] un seul grand camp mythique » (Annette Wieviorka). Par faute d'une mémoire du génocide, les rescapés juifs s'identifient à la mémoire résistante jusque dans les années 80.

Depuis les années 70, cette mémoire nationale et commune se désagrège peu à peu : une mémoire propre à la Shoah et au génocide juif se construit, si bien qu'elle finit par occulter la résistance. S'y ajoute le fait que l'Etat français et les grandes associations ont perdu le monopole de la mémoire. Diane Gilly attire l'attention sur des petits groupes comme par exemple l'Association des fils et filles des déportés, créée par Serge Klarsfeld.

Pour Diane Gilly, il est possible de comparer les processus mémoriels en France et en l'Allemagne. Certes, il a fallu plus de temps à la France, longtemps incapable d'assumer le passé vichyste. Mais c'est finalement la mémoire sociale qui a fait ressurgir cet aspect historique avant qu'il ne soit pris en charge par l'Etat dans les années 90 : les procès Touvier, Papon peuvent être cités à titre d'exemple, ainsi que les réparations pour la spoliations des biens juifs ou le discours de Jacques Chirac le 16 juillet 1995 ou encore la mise en place en 1993 d'une « journée nationale commémorative en hommage aux victimes des persécutions racistes et antisémites de l'Etat français ».

Tandis que l'Allemagne a achevé le processus qui consiste à faire face au passé (« Vergangenheitsbewältigung ») avant 1990, la France n'en a été capable qu'après la signature du Traité de Moscou. Contrairement à l'Allemagne, la France n'a pas eu à faire la preuve de ses fondements démocratiques, et le passé vichyste est resté une affaire nationale. Le travail de mémoire effectué par la France dans les années 90 témoigne d'un besoin de sceller la paix au niveau politique.

3. La construction des monuments commémoratifs de Dachau et de Natzweiler, les premières pierres posées dans la perspective d'une reconstruction de la paix ?

Dans une troisième partie, Diane Gilly souligne à quel point la construction des monuments commémoratifs permet d'illustrer la réflexion sur la paix. D'après Mechtild Gilzmer, il s'agit là de « moyens de transmission entre le présent et le passé ».

Dachau est en effet le premier monument commémoratif d'un camp de concentration en République fédérale. Son inauguration en 1965 est précédée par de longues négociations entre les anciens détenus faisant partie du Comité international de Dachau et les autorités locales. C'est finalement la pression internationale qui permet le réaménagement du site - transformé en lotissement depuis 1948.

La transformation en monument commémoratif reflète l'évolution du travail de mémoire en Allemagne : c'est la pression de l'étranger qui est déterminante. Au moment où les crimes nazis sont redécouverts, l'Etat bavarois investit 6 millions de Mark – un signe qui montre que l'Allemagne est prête à faire des efforts.

L'équipe pédagogique du site est dès le début placée sous la tutelle de « l'administration bavaroise des châteaux, jardins et lacs régionaux ». Il faut attendre l'année 1991 avant que celle-ci soit placée sous la responsabilité du ministère de l'enseignement et de la culture. On peut observer ici la volonté d'assumer le passé ou de vouloir donner l'impression, mais aussi l'incapacité de le faire pleinement dans les années 60. Il est également significatif que le nombre de visiteurs allemands augmente de manière notable seulement au début des années 80 pour égaler celui des visiteurs étrangers.

Selon Diane Gilly, l'évolution du monument commémoratif de Dachau reflète donc l'avancée du travail de mémoire opéré par la population et les autorités, d'une part, et celle de la construction de paix, d'autre part.

Quant au camp de concentration de Natzweiler, l'unique camp nazi sur l'actuel territoire français, il reflète le travail de mémoire effectué en France. Diane Gilly décrit brièvement l'histoire du monument depuis son classement comme monument historique en 1950, et ce jusqu'en 1960, qui est l'année de l'inauguration du mémorial « Aux martyrs et héros de la déportation » ainsi que d'une nécropole nationale rassemblant les corps de 1114 Français morts en déportation. Natzweiler devient le « lieu national de la mémoire de la déportation » et le symbole de la déportation politique, assimilée à la seule résistance. Les cérémonies annuelles montrent le caractère patriotique que l'on attribue à ce lieu.

Jusqu'au début des années 2000, le musée reste inchangé et est géré de façon bénévole par d'anciens combattants. Il n'y a pas de financement public et il fonctionne grâce à la vente de livres. Dans ce cadre, on observe que le travail de mémoire en France est quelque peu contradictoire : imposé par l'Etat, il n'a pas été effectué tant que le travail de mémoire sur la période vichyste n'avait pas été accompli.

L'exposition et le site véhiculent le même message avec une forte empreinte nationale, voire nationaliste : ils glorifient de la résistance. D'ailleurs les textes y sont seulement en français et ce malgré la forte présence des visiteurs allemands. Jusqu'au début des années 2000, on ne peut donc guère considérer ce site comme une main tendue vers l'Allemagne.

Il faut attendre les années 90 pour que les choses changent – au moment où le travail de mémoire sur la collaboration se fait. En 2005 le président Chirac inaugure le « Centre européen du Résistant déporté ». Ceci représente une considérable avancée car au moment où l'Etat français a reconnu sa responsabilité et sa culpabilité en ce qui concerne Vichy, il est prêt à tendre la main à l'Allemagne, il est prêt à reconnaître son travail effectué en matière de mémoire.

Au sujet de ces monuments commémoratifs, Diane Gilly constate qu'ils « disent » certes l'horreur et la guerre, mais qu'ils véhiculent aussi un message de paix, d'autant qu'ils renferment un potentiel pédagogique non négligeable.

Malgré tout, la France et l'Allemagne n'ont toujours pas la même conception de la paix : l'Allemagne a intégré une pensée plus pacifiste de la paix, tandis que la France en a une représentation plus militante.

Pour clore, Diane Gilly met en évidence que les peuples allemand et français travaillent sur la mémoire de la déportation, construisant ainsi la paix, au-delà de son aspect

purement politique. Ceci a d'abord lieu de manière indépendante, mais donne de plus en plus lieu à un travail commun.

Discussion

Rainer Hudemann attire l'attention sur un aspect méthodique en précisant qu'une étude comparative ne doit pas voiler les différences fondamentales, mais bien distinguer les niveaux et étapes. Il souligne que la mémoire en France et en Allemagne est totalement différente. En France, il existe beaucoup plus de tabous, la collaboration a toujours été liée à une « mémoire douloureuse » tandis qu'en Allemagne on peut parler d'une « conscience du Troisième Reich ».

Par la suite Rainer Hudemann décrit brièvement ces différentes étapes en Allemagne. Ainsi, lors de la phase de construction de la République fédérale, de la mise en place des institutions politiques, on se tourne vers l'histoire du Troisième Reich pour en tirer des conséquences politiques : il s'agit d'analyser la chute de la République de Weimar et la destruction du fédéralisme. Le souci des Alliés est de surcroît d'éviter la réapparition de l'extrême droite. On peut donc constater une omniprésence du Troisième Reich dans cette première phase de la jeune République fédérale. Après avoir esquissé les grandes lignes de cette période sur le plan de la mémoire collective, il mentionne, au sujet de la mémoire individuelle, l'ouvrage d'Alexander et Margarete Mitscherlich *Die Unfähigkeit zu trauern* où il est question de l'incapacité des Allemands à faire le deuil.

Dans les années 60, on cherche à nouveau les coupables Il s'agit d'un travail de grande envergure. On assiste à la mise en place d'une mémoire individuelle: on se tourne vers les individus, vers les parents et grands-parents. La responsabilité individuelle, écartée pendant les années 50, est désormais mise au premier plan.

Dans les années 70, il y a un retour aux sources du Troisième Reich. Il y a un débat autour du « Sonderweg », mais la recherche montre qu'il y a plus de points communs avec l'occident, ce qui invalide la thèse du "Sonderweg". Dans les années 80, la mémoire sociale se développe et on s'intéresse à la société du Troisième Reich, passé qui est d'autant plus "accepté" que les anciens nazis ne sont plus aux commandes du pouvoir ou sont morts. Se développe alors ce que Rainer Hudemann appelle une mémoire culturelle.

Bernd Wegner intervient ensuite et met en avant 4 points : Premièrement, il établit un rapport entre paix politique et sociale en soulignant que la culture de la mémoire fait partie d'un ensemble destiné à construire la paix sociale et que la paix politique est une condition préalable à ceci. Deuxièmement, il met en garde contre les textes officiels qui, très souvent, ne reflètent pas les véritables positions. Il insiste sur la nécessité de décoder le contexte dans lequel ils apparaissent. Troisièmement, il constate que l'importance de la défaite a été jusque là sous-estimée en tant que facteur significatif ayant des répercussions sur le travail de mémoire. Quatrièmement, il rappelle que la mémoire est très sélective. Se souvenir de quelque chose veut aussi dire oublier autre chose. Il est donc nécessaire d'évoquer ce qui a été oublié, De plus, il y a aussi des « modes » de mémoire à prendre en compte dans une analyse. Il évoque ainsi l'exemple d'un fait historique d'une extrême importance mais oublié: en parallèle du débarquement en Normandie a lieu sur le front de l'Est une offensive militaire décisive dont il n'est question nulle part. Il est donc important de réfléchir à la signification de cet oubli, il qualifie ces processus de "mécanisme des conjonctures de mémoires" ("Mechanismus der Erinnerungskonjunkturen").

Suite à la question d'**Anne-Marie Saint-Gille** sur le choix de Dachau qui, selon elle, n'est pas très représentatif, Diane Gilly répond qu'il s'agit d'un sujet encore peu traité et **Bernd Wegner** ajoute que c'est le premier camp de concentration qui, de plus, a servi de modèle pour les autres. **Anne-Marie Saint-Gille** est d'accord sur le caractère de modèle de Dachau pendant le Troisième Reich, remarque cependant que ce camp ne joue pas de rôle emblématique pour le rapport au passé.

Hélène Camarade et **Franz Kuhn** attirent ensuite l'attention sur le fait que parler de mémoires – et donc d'une forme plurielle de *la* mémoire -, implique de prendre en considération le travail de mémoire en RDA.

Hélène Miard-Delacroix ajoute qu'il faut éviter toute généralisation (cf. la population, la France, ...) et qu'un bon moyen d'y échapper est, entre autres, l'appui sur des sondages.

Hélène Camarade revient sur la question des témoins, et plus particulièrement sur la période de silence qui s'étend en France, d'après elle, au delà des années 50. À ce propos, elle mentionne « le concours de la Résistance et de la Déportation », instauré seulement en 1961. Elle attire aussi l'attention sur la réédition du livre de Lévy.

Hélène Camarade s'intéresse aussi au rôle joué par les nationalités étrangères pour la mémoire des camps, et donc à Dachau, au fait de comparer les nationalités des visiteurs et invite Diane Gilly à aller plus loin dans cette direction.

Alexandre Kostka revient sur la question de la mémoire en RDA qui permet, selon lui, de marquer aussi d'autres césures pour la rédaction. De plus, il conseille de prendre en compte l'apport de l'histoire de l'art qui montre que l'existence d'une longue tradition des mémoires artistiques disant la paix. Il évoque l'exemple du Traité de Westphalie et de sa représentation dans les arts, notamment les monuments commémoratifs: tout n'a pas été réinventé après la Seconde Guerre mondiale.

Bernd Wegner pose la question de savoir si ces lieux de mémoire évoqués par Diane Gilly sont des lieux politiques ou sociaux. Il se demande en quoi ces lieux dont se sont emparés les Etats représentent l'opinion publique. Selon lui, les sphères politique et sociale sont imbriquées l'une dans l'autre. Pour explorer la dimension sociale de ces lieux de mémoire, il conseille de s'attacher à l'étude de leurs visiteurs: qui sont-ils, pourquoi les visitent-ils, quelles traces laissent-ils de leur passage (lettres, livre d'or). Il évoque ainsi l'importance de connaître leurs motivations pour se rendre dans ces endroits (démarches volontaires ou contraintes), leur nationalité, les réactions qu'ils peuvent avoir.

Hélène Camarade rappelle, en citant les recherches de Pierre Nora, Hagen Schulze et Etienne François, qu'un lieu de mémoire ne doit pas être un lieu réel, mais que cela peut être un jour, un livre, etc.

Fritz Taubert remarque que le mémorial de Dachau est une initiative des étrangers et que cette démarche était, à l'époque, considérée par les Bavarois comme une entreprise « communiste ». Diane Gilly précise dans ce contexte que des Belges et Français étaient à la tête du Comité international à Dachau.

A la fin de la discussion, **Françoise Knopper**, évoque la question des sources et ajoute qu'il serait intéressant d'analyser des expositions et l'évolution de celles-ci au cours des années. Ainsi, il serait judicieux de se demander quel message est véhiculé par tel monument commémoratif et si ce message évolue.

Compte-rendu rédigé par
Lise Barrière (Université Toulouse II)
Nathalie Biwer (Université Toulouse II)
Franz Kuhn (Université Paris IV)
et **Nicole Leier** (Université Paris IV)